



Toulouse, le 19 octobre 2022

Après le dénigrement, le mépris !

A l'occasion de la première rencontre avec la nouvelle directrice interrégionale PJJ Sud au printemps 2022, la CGT PJJ avait clairement fait part de ses attentes en matière de dialogue social.

Pourtant, dès l'instance suivante, quelques mois plus tard, il avait été nécessaire de faire remarquer à la directrice que le dialogue social ne pouvait pas s'organiser de manière unilatérale, sans concertation avec les organisations syndicales représentatives.

Mais au-delà de ces considérations organisationnelles, nos représentants avaient déjà pu entrevoir que le dialogue avec la nouvelle directrice sur le fond des dossiers serait musclé, faute d'écoute attentive.

Fin septembre, les organisations syndicales ont à nouveau été convoquées séparément et dans des délais contraints. Face au dénigrement de l'organisation des services et de celle des représentants du personnel, les 3 syndicats majoritaires de l'interrégion ont décidé de rédiger une lettre ouverte à la directrice (pour la lire [Et clic!](#)) afin de demander à être reçus ensemble dans des conditions respectueuses.

Mais l'UNSA, le SNPES et la CGT PJJ n'ont pas été contactées par la directrice. Pire, pour toute réponse, le secrétariat de direction de la DIR a même invité les syndicats concernés à reprendre dates pour des audiences dans les conditions initiales, comme si de rien n'était.

Après le dénigrement, le mépris !

Rappelons que la qualité du dialogue sociale est de la seule responsabilité de l'administration. De même que son organisation relève d'une obligation légale. Pour nous, il était donc impensable que la directrice fasse preuve d'aussi peu de considération.

Face à cette indifférence, la CGT PJJ est plus qu'en colère !

Si nous pouvions avoir des doutes, il s'agit désormais d'une évidence. La stratégie de la directrice PJJ Sud est la division ! Séparer les organisations syndicales pour recueillir leurs doléances dans des délais suffisamment courts, avant les instances collectives, afin d'éviter les sujets qui fâchent et ainsi se voir imposer le rapport de force. Pas de délibérations, pas de votes, pas de compte rendu, pas de trace... Bref, un dialogue social réduit au néant.

La CGT PJJ prend acte et par conséquent ne participera pas à ce simulacre de dialogue social avec la DIR Sud. La CGT PJJ ne siègera donc pas au comité technique de ce jour comme elle ne siègera plus tant que le dialogue social ne sera pas davantage respectueux des organisations syndicales et des agents qu'elles représentent !